



**Mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements
des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des
zones très denses**

-

***Consultation publique sur le projet de recommandation de
l'Autorité ouverte du 29 juin au 18 septembre 2015***

Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

TABLE DES MATIÈRES

1. OBJET DU DOCUMENT.....	3
2. DETAILS SUR LE PROJET DU SICTIAM ET L'APPROCHE RETENUE	4
2.1 LA PROBLEMATIQUE DE L'HABITAT ISOLE	4
2.2 UNE ETUDE COMPLEMENTAIRE VISANT UNE QUALIFICATION FINE DES PRISES ISOLEES	7
3. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA CONSULTATION	14
3.1 QUESTION N°1	14
3.2 QUESTION N°2.....	15
3.3 QUESTION N°3.....	15
3.4 QUESTION N°4.....	16
3.5 QUESTION N°5.....	16
3.6 QUESTION N°6.....	17
3.7 QUESTION N°7	18
3.8 QUESTION N°8.....	18

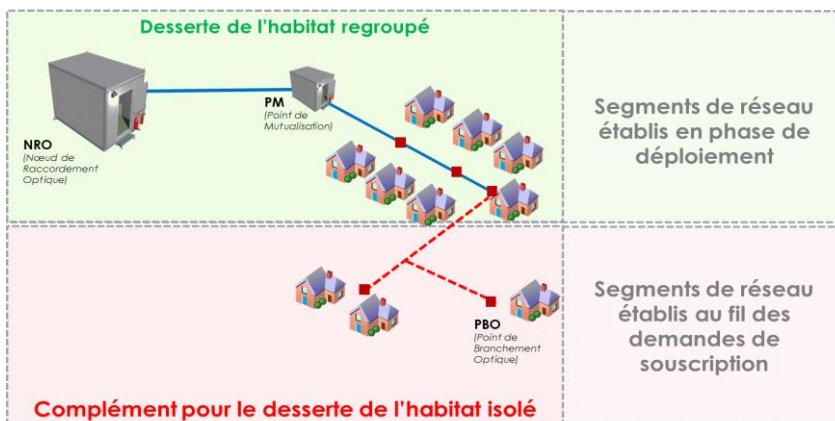
1. OBJET DU DOCUMENT

Du 29 juin au 18 septembre 2015, l'Arcep a mis en consultation un projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements fibre optique.

PACA-THD et le SICTIAM, chargés de la mise en œuvre, respectivement, des SDTAN des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, d'une part, et des Alpes-Maritimes, d'autre part, tiennent, par l'intermédiaire du présent document, à apporter leur contribution.

La problématique de la complétude des déploiements est un axe structurant de nos projets. Les SDTAN prévoient en effet l'établissement dans une première phase d'un réseau de desserte adressant globalement près de 150 000 prises dans les zones d'initiative publique des 3 départements.

L'établissement de ces réseaux est cependant prévu en deux temps : le déploiement de l'ensemble des segments de desserte de l'habitat regroupé lors de la phase de travaux initial, et la réalisation des compléments nécessaires à la desserte de l'habitat isolé est prévue au fil des demandes.



Les contraintes réglementaires imposent, dans le cadre des déploiements FttH, de déployer la fibre optique jusqu'à proximité immédiate de chacune des prises identifiées, y compris de l'habitat le plus isolé. Cela doit permettre de répondre favorablement à toute demande de raccordement dans un délai de 6 mois suivant la demande.

Afin de satisfaire ce délai, PACA-THD et le SICTIAM mènent actuellement des réflexions avec les candidats à l'exploitation du futur réseau FttH pour la mise en place d'un processus adapté permettant la réalisation, dans le respect d'un délai maximum de 6 mois, des travaux nécessaires aux extensions du réseau de desserte et à la réalisation du raccordement terminal.

La présente contribution vise à partager avec l'Arcep les différentes analyses menées par nos 2 syndicats et les principales problématiques rencontrées s'agissant de la mise en œuvre de l'obligation de complétude.

2. DETAILS SUR LE PROJET DU SICTIAM ET L'APPROCHE RETENUE

2.1 La problématique de l'habitat isolé

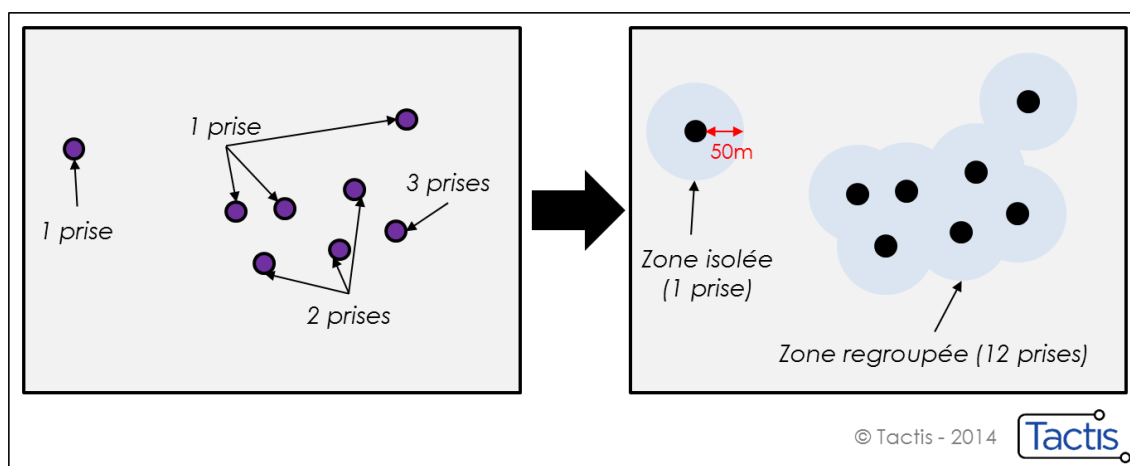
2.1.1 Définition d'une prise isolée

Le périmètre des prises à desservir est défini à partir des données géométriques du cadastre (EDIGEO) et des données alphanumérique (MAJIC II) associées : sont considérés comme à desservir l'ensemble des locaux hébergeant un logement ou une activité commerciale/industrielle.

Chacune des prises est par la suite caractérisée de « regroupée » ou « isolée » à partir de la méthodologie suivante :

- Un cercle de 50 m est tracé autour de chacun des locaux à desservir.
- Tous les cercles se croisant sont fusionnés afin de créer des zones de déploiement caractérisées par un nombre de prises.
- A partir du nombre de prises, chaque zone est caractérisée de « regroupée », si elle compte plus de 5 prises, « isolée » si 5 prises ou moins.
- Chaque local hérite de la typologie de la zone à laquelle il appartient.

Cette méthodologie est illustrée sur le schéma suivant :



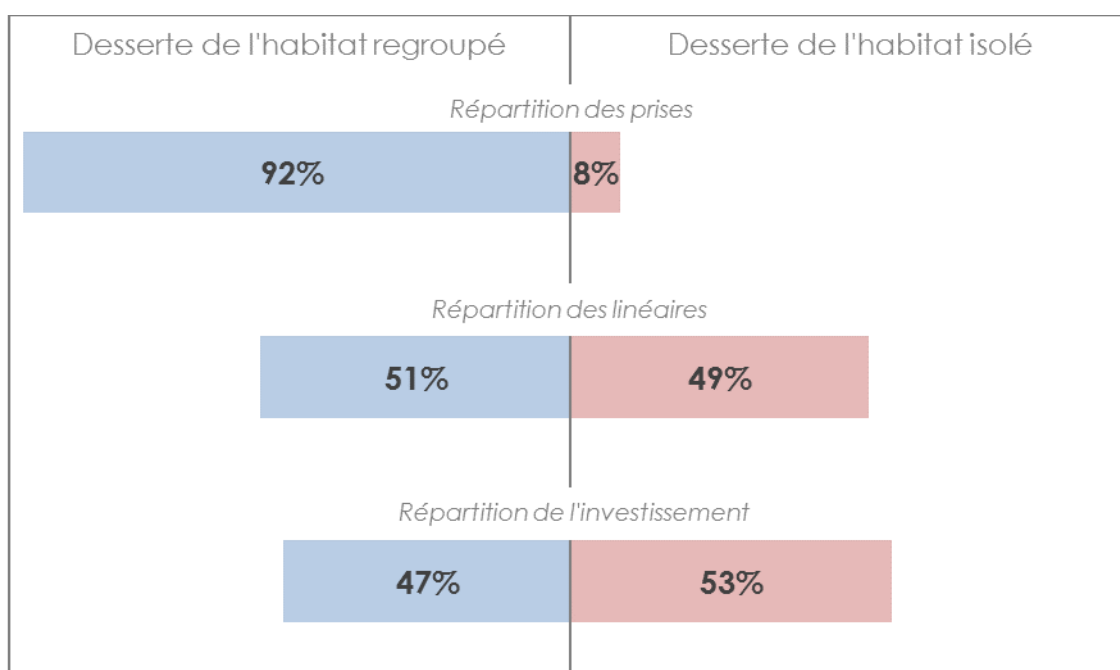
A titre d'exemple, sur le département des Alpes-Maritimes, les premiers traitements ont permis d'identifier 76 275 prises sur la zone d'initiative publique dont 5 847 qualifiées d'isolées.

2.1.2 Les premiers résultats du référentiel THD

A partir de la base des prises à desservir précédemment définie, les itinéraires de réseau nécessaires au raccordement optique de chacune des prises ont été modélisés par le biais des algorithmes développés par Tactis.

Ces itinéraires tiennent compte des infrastructures mobilisables afin d'optimiser autant que possible les coûts de déploiement.

Les résultats de la modélisation sur département des Alpes-Maritimes laissent ressortir un linéaire spécifique à la desserte de l'habitat isolé très important : sur les 3 700 km de réseau à déployer, près de 50% sont destinés à la desserte des prises isolées qui représentent 8% du panel.



Les quantitatifs associés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Prises concernées	Linéaire	Investissement
Desserte de la zone d'initiative publique	100%	3 732 km	142,9 M€
dont desserte de l'habitat regroupé	92%	1 911 km	67,7 M€
dont desserte de l'habitat isolé	8%	1 822 km	75,3 M€

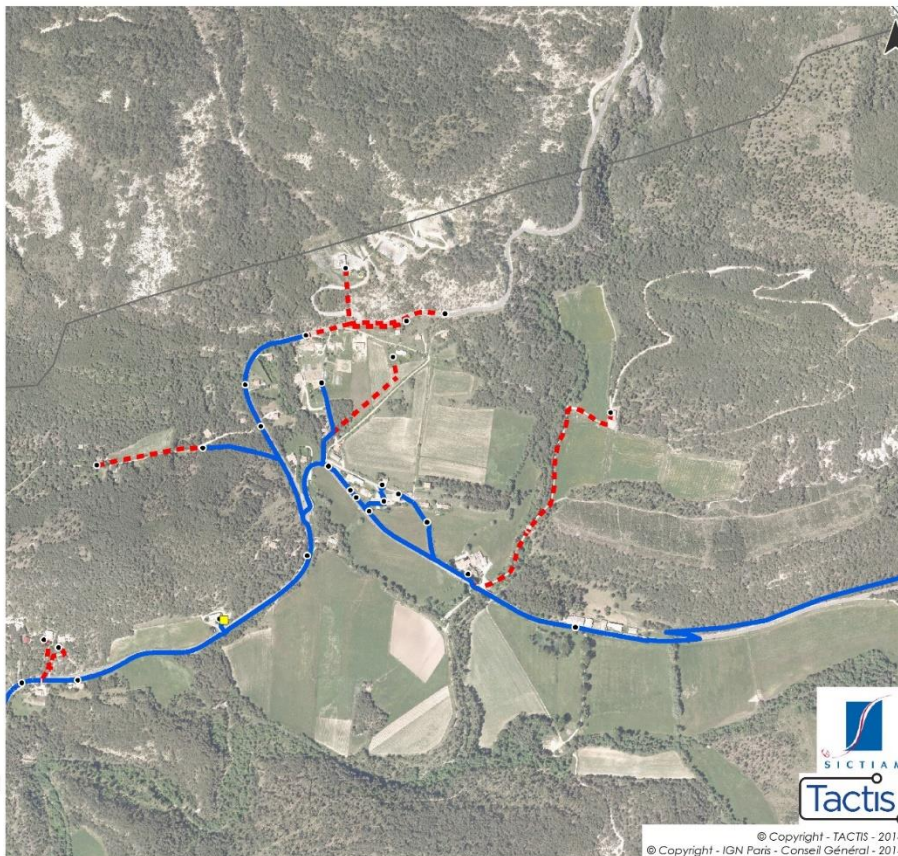
Le résultat visuel de la distinction des linéaires de desserte des prises « regroupées » et « isolées » est illustré sur la carte suivante :

Déploiement FttH

SICTIAM

Sources : SICTIAM, Orange, TACTIS
Méthodologie et cartographie TACTIS

- PM
 - PBO
 - Desserte de l'habitat regroupé
 - - - Complément pour la desserte de l'habitat isolé
 - Zone AMII + ZTD
 - Communes
 - Contour EPCI
 - Contour départemental
- 0 0.2 0.4 Km



Ces résultats mettent en évidence le poids de la desserte de l'habitat isolé dans l'investissement nécessaire à la desserte FttH de la zone d'initiative publique des Alpes-Maritimes : plus de 50% des investissements pour desservir 8% des prises.

Fort de ce constat, le SICTIAM a souhaité mener une étude approfondie afin de s'assurer de la nécessité de la desserte des prises les plus isolées du territoire.

2.2 Une étude complémentaire visant une qualification fine des prises isolées

Des études approfondies sur le département des Alpes-Maritimes ont été menées afin de requalifier chacune des prises isolées et de s'assurer de la nécessité de les desservir. Sans préjuger de l'appétence pour le très haut débit, il s'agit de vérifier l'occupation du logement.

Plusieurs travaux ont été menés :

2.2.1 Enrichissement de la base des prises

2.2.1.1 A partir des données MAJIC II

Pour chacune des prises isolées, plusieurs informations ont été extraites de la base de données MAJIC II. En particulier, les informations suivantes ont été recueillies :

- Le type de local (à partir de l'attribut DGI_LOCAL.CCONLC)
- L'affectation de la PEV (à partir de l'attribut DGI_PEV.CCOAFF)
- La catégorie du local (à partir de l'attribut DGI_PEV.DCAPEC)
- Le coefficient d'entretien (à partir de la table DGI_PEV.DCETLC)

2.2.1.2 A partir de la proximité aux infrastructures

Malgré les manques d'exhaustivité des données des réseaux électriques et téléphoniques, l'information de la distance de chacune des prises à ces réseaux a été renseignée

En outre, les distances aux réseaux d'eau et aux réseaux d'assainissement, sur les communes sur lesquelles les données numérisées sont à disposition du SICTIAM, ont été intégrées à l'analyse.

2.2.2 Contrôle visuel de chacune des prises

Un contrôle visuel de chacune des prises isolées a été réalisé à partir d'images satellites / vues à 360°.

Les objectifs de ces contrôles étaient :

- D'identifier un éventuel raccordement existant au réseau téléphonique et/ou au réseau électrique ;
- Identifier le type de local et sa salubrité.

2.2.2.1 Base de données utilisées

Afin d'identifier chacune des prises, plusieurs bases de données ont été croisées :

- Les plans itinéraires du réseau Orange, et notamment les segments d'adductions des logements.
- Les plans du réseau d'adduction basse tension.
- Les images Street View et Google earth afin de confirmer et/ou compléter les adductions télécom ou ERDF.
- Les plans cadastraux, cartes IGN, vues aériennes superposés avec un système de calque.

2.2.2.2 Les indices recherchés

Plusieurs signes permettant de valider la nécessité du raccordement d'un local ont été recherchés afin de valider le maintien d'un local dans le périmètre de desserte. Il s'agit notamment, par ordre de priorité :

- D'un raccordement au réseau Orange ;
- D'un raccordement au réseau EDF ;
- D'un raccordement au réseau Eau ;
- D'un local en construction ;
- D'un local habité et/ou en bon état (rénovation) malgré l'impossibilité d'identifier un raccordement télécom ou électrique ;
- D'un local proche d'un bourg ou d'une habitation raccordée.

Dans le cas où aucune de ces caractéristiques n'a pu être identifiée, les locaux ont été considérés comme à exclure du périmètre de desserte. Il s'agit notamment :

- D'une ruine, d'un refuge, d'un chalet d'alpage et d'altitude ou d'une bergerie ;
- D'une prise située loin d'un bourg ou d'un local non habité en résidence principale ;
- D'une Installation EDF, d'un pluviomètre ou d'un pylône ;
- Aucun logement n'est identifié, ou assimilable à une grange, abri de jardin ...

Des exemples de résultats de cette analyse sont présentés en annexe au présent document.

Afin de justifier la caractérisation de chacun des locaux, une photo illustrative ayant permis d'aboutir à la conclusion est rattachée à chaque prise. Il s'agit, dans la plupart des cas, de vues aériennes, à défaut de cartes IGN (vue aérienne non explicite ou floue, principalement dans le cas de refuges ou bâtiments d'alpages).

Sur ces dernières, plusieurs annotations ont pu être apportées :

- Repérage des adductions aux réseaux Orange ;
- Repérage des adductions électriques ;
- Repérage des d'un réseau (Orange ou ERDF).

2.2.3 **Interprétation des résultats**

Un croisement de l'ensemble des informations consolidées a été réalisé afin de délimiter le périmètre des prises isolées à desservir.

Les carences dans la numérisation des réseaux, en particulier sur les extrémités sur lesquelles sont raccordés les logements isolés, ne permettent pas d'obtenir des résultats fiables, contredits par les contrôles visuels.

De même, les informations contenues dans les données MAJIC II sont parfois erronées, ne permettant pas d'obtenir des résultats suffisamment fiables pour exclure une prise du périmètre de la desserte.

Au final, seuls les contrôles visuels ont permis de fiabiliser les résultats et d'exclure 1 375 prises (24% de l'isolé initial).

Des exemples d'analyse sont présentés ci-dessous. Le SICTIAM dispose de ce type d'information pour l'ensemble des prises identifiées comme isolées en première approche.

2.2.3.1 Exemples de prises à desservir



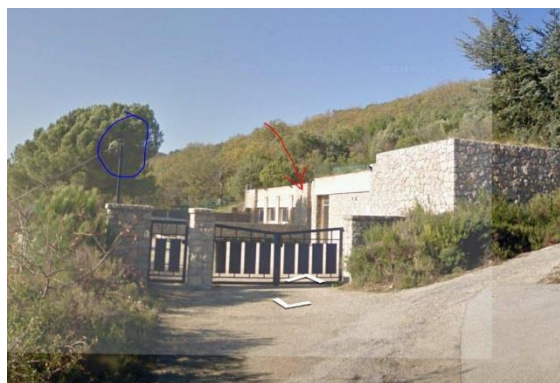
Ce logement est théoriquement situé à 450 mètres du réseau téléphonique, et 370 mètres du réseau électrique. Les contrôles visuels ont permis d'identifier un raccordement existant (tracé en bleu).



Cette maison est qualifiée de « local divers » dans la base MAJIC II. Les contrôles visuels ont permis d'identifier un raccordement existant (tracé en bleu) et de reconnaître une maison.



Cette maison est qualifiée de « transformateur électrique » dans les données MAJIC II.



Le raccordement téléphonique a clairement été identifié pour cette propriété.

2.2.3.2 Exemples de prises exclues de l'analyse



Cette prise est identifiée comme une maison avec un coefficient d'entretien de 120%. Elle semble cependant abandonnée.



Cette prise est une maison en ruine.



Cette prise est identifiée comme une maison avec un coefficient d'entretien de 120% et est située à proximité des réseaux. Il s'agit d'une ruine.



Cette prise est en fait un abri.

2.2.4 Impact sur le référentiel très haut débit

Les linéaires de desserte ont été modélisés à partir de la nouvelle base des prises à desservir, afin d'exclure les liaisons de desserte spécifiques des prises isolées et les investissements spécifiques à leur mise en œuvre.

Les résultats de cette nouvelle modélisation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Prises concernées	Linéaire	Investissement
Desserte de l'habitat isolé	7,6 %	1 822 km	75,3 M€
dont partie conservée	5,8 %	901 km	28,3 M€
dont partie exclue	1,8 %	921 km	47,0 M€

A titre illustratif, la carte suivante illustre quelques liaisons supprimées dans le cadre de la nouvelle modélisation :

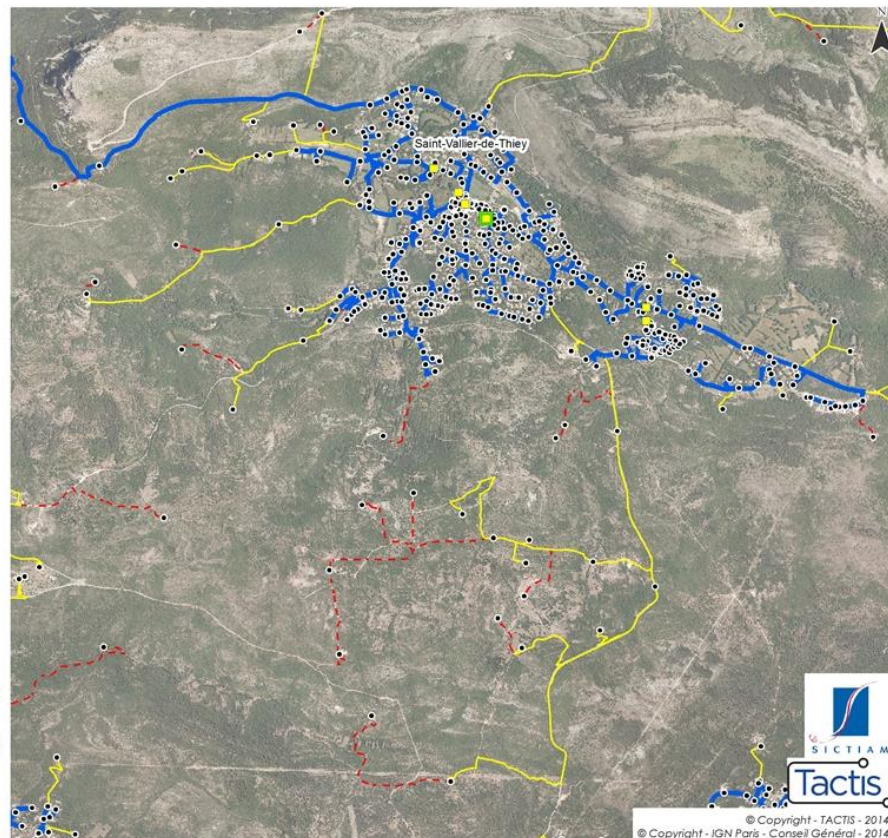
Déploiement FttH

SICTIAM

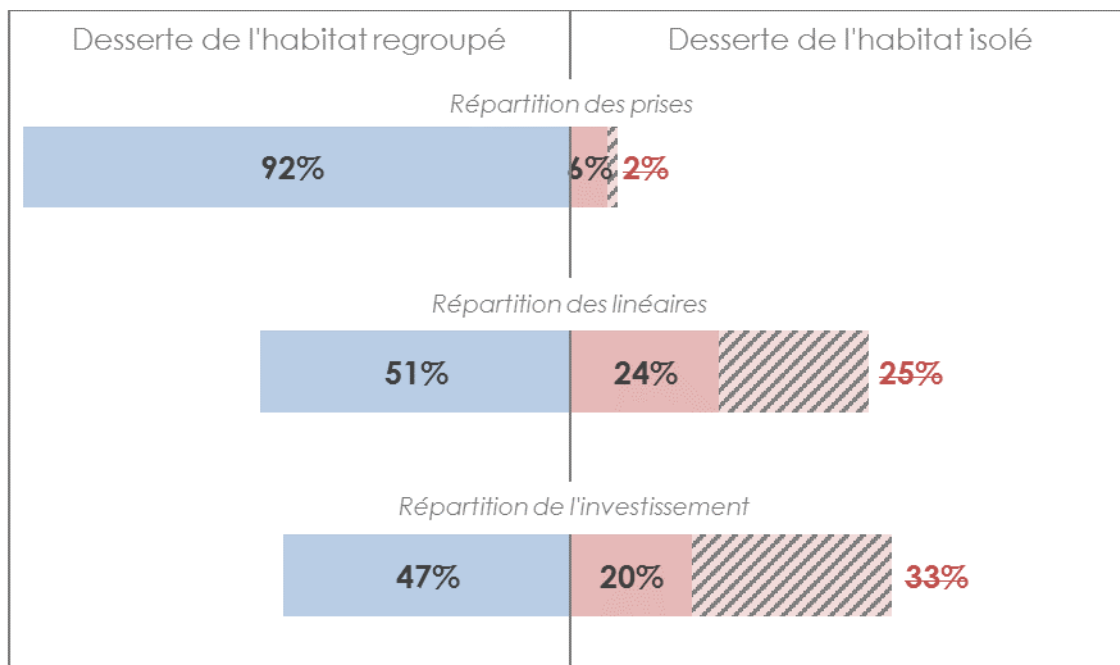
Sources : SICTIAM, Orange, TACTIS
Méthodologie et cartographie TACTIS

- NRO
- PM
- Prises
- Desserte de l'habitat regroupé
- Desserte de l'habitat isolé conservé
- - - Desserte de l'habitat isolé supprimé

0 0,75 1,5 Km



Au global, les proportions de prises, linéaires et investissements suivants ont été supprimées :



Le linéaire de desserte de l'habitat isolé a été ainsi réduit de 920 km, soit plus de 50% du linéaire de desserte de l'habitat isolé initial et 33% du linéaire global de réseau.

Près de 95% du linéaire exclu (860 km) était prévu en génie civil à construire, baissant significativement les investissements à mettre en œuvre.

Ces résultats ont été réintégrés dans le référentiel THD des Alpes Maritimes présenté dans la suite du document.

Le résultat de cette étude montre la nécessité de contrôles terrain pour déterminer de manière fine les coûts d'établissement d'un réseau FttH.

En outre, ils mettent en évidence l'impact sur les investissements que peut avoir la volonté de procéder à une couverture du territoire jusqu'en proximité immédiate des prises sur la base de données cadastrales.

	Rappel des résultats initiaux			Résultats définitifs		
	Quant.	Coût unitaire	Coût	Quant.	Coût unitaire	Coût
Nombre de prises sur la zone d'initiative publique	76 275			74 901		
<i>Dont prises isolées</i>	<i>5 847</i>			4 399		
Linéaire de réseau de desserte de l'habitat regroupé	1 911 km	25,3 €/ml	53 834 k€	1 911 km	25,3 €/ml	53 834 k€
<i>dont conduite existante</i>	<i>567 km</i>			<i>567 km</i>		
<i>dont aérien</i>	<i>1 070 km</i>			<i>1 070 km</i>		
<i>dont génie civil à créer</i>	<i>273 km</i>			<i>273 km</i>		
Linéaire de réseau de desserte de l'habitat isolé	1 822 km	41€/ml	75 258 k€	901 km	31 €/ml	28 266 k€
<i>dont conduite existante</i>	<i>108 km</i>			<i>93 km</i>		
<i>dont aérien</i>	<i>565 km</i>			<i>522 km</i>		
<i>dont génie civil à créer</i>	<i>1 148 km</i>			<i>286 km</i>		

Malgré une baisse significative des coûts de desserte de l'habitat isolé, ces derniers représentent tout de même plus de 30% des coûts d'établissement du FTH sur la zone d'initiative publique pour seulement 6% des prises du territoire.

Dans un souci d'aménagement homogène du territoire, tant vis-à-vis des déploiements programmés sur la zone d'initiative privée que sur les actions envisageables sur la zone d'initiative publique, le SDTAN des Alpes-Maritimes prévoit le déploiement en 6 ans de l'ensemble du réseau de desserte assurant la couverture jusqu'en limite de propriété des prises regroupées.

Dans le même temps, les investissements de desserte complémentaire nécessaire à la desserte de l'habitat isolé seront réalisés au fil des demandes de souscription, afin de répondre aux obligations de complétude. L'objectif du SICTIAM est, à ce stade, d'aboutir à la réalisation des travaux de desserte complémentaire et de raccordement terminal dans un délai de 6 mois suivant la demande de raccordement, conformément aux obligations de complétudes en vigueur.

3. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA CONSULTATION

3.1 Question n°1

3.1.1 Rappel de la question posée par la consultation

« Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ? »

3.1.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

PACA-THD et le SICTIAM partagent le fait que le PBO marque la limite entre les réseaux de desserte et de raccordement.

La notion de proximité immédiate reste toutefois floue. Pour PACA-THD et le SICTIAM, elle est définie comme la limite au-delà de laquelle le coût de la prestation de raccordement terminal, qu'elle soit réalisée par l'opérateur d'immeuble ou sous-traitée à l'opérateur commercial, ne serait plus forfaitaire.

Notre position est de permettre à tout un chacun de bénéficier, sur la zone d'initiative publique, de conditions d'accès au réseau équivalentes (les subventions publiques venant assurer la péréquation sur les modes d'adduction des prises). Pour ne pas pénaliser l'usager final, il convient de proposer aux opérateurs une offre homogène ne dépendant pas du type de logement (isolé ou non).

Les échanges que nous avons eus avec les différents acteurs du marché (opérateurs commerciaux, maître d'œuvre, délégataires et constructeurs de réseaux) ont permis de définir une limite de 90 à 100 mètres entre le PBO et la DTIO pour bénéficier d'une telle tarification.

Il conviendrait donc de définir la proximité immédiate comme le positionnement du PBO à moins de 100 mètres de la prise.

Toutefois, comme l'ont montré les résultats des analyses précédemment exposées, la pose de PBO systématique à moins de 90m s'avère très coûteuse.

Dès lors, il ne paraît pas raisonnable de procéder systématiquement à la pose du PBO sans assurance de commercialisation, mais plutôt en un point d'attente en amont du réseau, correspondant par exemple au dernier PBO regroupé.

La volonté de proposer des conditions d'accès homogènes aux usagers finaux de PACA THD et du SICTIAM et le poids important de l'investissement à mettre en œuvre pour le positionnement du PBO systématiquement en limite de propriété nous conduisent à ne pas partager la position suivante, extraite de la consultation :

« Si la création d'un point d'attente supplémentaire, en aval du PBO, pourrait théoriquement être envisagée pour permettre à l'opérateur d'immeuble de respecter l'obligation de complétude qui pèse sur lui, une telle solution impliquerait une étape additionnelle dans le déploiement du réseau mutualisé qui serait source de complexité et d'inefficacité. Il n'y a donc pas lieu de retenir une telle solution dans le cadre de la présente recommandation. »

Si nous partageons l'analyse du régulateur sur la complexité de mise en œuvre du mécanisme, les premiers échanges avec les candidats à l'exploitation de nos réseaux laissent entendre la possibilité et la faisabilité d'un tel mécanisme au bénéfice des administrés des 3 Départements, notamment pour la couverture de zones à habitat dispersé.

3.2 Question n°2

3.2.1 Rappel de la question posée par la consultation

« L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres. »

3.2.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

Comme précisé en réponse à la question précédente, la priorité de PACA-THD et du SICTIAM vise à assurer des conditions d'accès au réseau équivalentes pour l'ensemble des administrés de la zone d'initiative publique des 3 départements.

Cela doit passer par la mise à disposition des opérateurs de conditions d'accès (raccordement terminal) homogènes et bornées, permettant la réalisation de prestations de raccordement terminal forfaitaires.

Les propositions de scénarios faites dans la consultation ne permettent pas d'aboutir à un tel résultat :

- Le scénario 1, consistant à positionner un PBO en limite de propriété, permettrait de borner le coût du raccordement terminal en assurant une longueur limitée entre le PBO et la prise. Ce scénario n'introduit toutefois aucune souplesse dans la mise en œuvre de la complétude.
- Les scénarios 2 et 3 permettraient de limiter la longueur du réseau de desserte, mais ne permettraient pas de contenir le coût du raccordement terminal.

Les approches des scénarios 2 et 3 pourraient toutefois être retenues pour le positionnement de points d'attente.

3.3 Question n°3

3.3.1 Rappel de la question posée par la consultation

« Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées. »

3.3.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

La tarification actuellement proposée par les différents acteurs a été établie à partir des premiers retours d'expériences sur les zones les plus denses du territoire, sur lesquelles les PBO sont la plupart du temps positionnés à une distance maximale de la prise d'une centaine de mètres.

La prestation de raccordement terminal, si elle est supérieure aux consentements des opérateurs pour la réalisation d'une telle prestation, peut avoir deux impacts :

- Limiter la commercialisation des prises, les opérateurs ne pouvant s'acquitter de ces frais ;
- Répercuter les surcoûts de raccordement sur l'utilisateur final.

Les projets portés par les collectivités pour la mise en place d'un réseau de desserte FttH visent à limiter la fracture numérique en proposant, en dehors des zones d'initiative privée, des conditions

d'accès au très-haut-débit égales à celles proposées en zone d'initiative privée. Il convient donc que les collectivités permettent aux opérateurs d'accéder à des conditions tarifaires similaires à celles pratiquées en zones denses afin de s'assurer que la fourniture des services THD puisse se faire de manière homogène, peu importe la densité de l'habitat, tant sur la zone privée que publique.

3.4 Question n°4

3.4.1 Rappel de la question posée par la consultation

« Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ? »

3.4.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

Nous souhaitons voir cette possibilité soutenue par le régulateur. C'est d'ailleurs la logique retenue par nos 2 syndicats pour l'établissement des réseaux d'initiative publique.

Nous envisageons, en amont des déploiements, l'organisation avec chacun des futurs exploitants de réunions de prise d'intérêt pour la fibre, afin notamment de juger de la pertinence éventuelle de la pose de PBO « isolés » d'emblée sur les zones pour lesquelles il apparaît clairement une forte demande et pour lesquelles le passage par la pose différée représenterait à coup sûr un surcoût. Cela pourrait notamment être le cas sur les zones d'habitats isolés comptant plusieurs prises.

Par ailleurs, pour assurer la réussite de la pose de PBO « différés », il conviendrait que le régulateur accompagne les collectivités :

- Dans la gestion d'un tel statut dans les systèmes d'information des exploitants de réseaux ;
- Dans l'assouplissement possible de l'obligation de raccordement en 6 mois, en identifiant, *a minima*, clairement le délai accordé pour la pose du PBO différé et le délai pour la réalisation du raccordement terminal s'il est réalisé par un acteur différent (sous-traitance à un opérateur commercial par exemple).

3.5 Question n°5

3.5.1 Rappel de la question posée par la consultation

« Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et, le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil. »

3.5.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

La maille de commercialisation des prises se situe généralement au niveau du point de mutualisation. Toutefois, cette maille ne permet pas, a priori, de lisser les caractéristiques locales.

Aussi, le point de présence des opérateurs se situant au NRO, ce NRO semble être la meilleure maille.

Il s'agirait d'être en mesure de communiquer l'information du nombre de prises total pour la ZANRO et par ZASRO, et du nombre de prises nécessitant un délai complémentaire de raccordement de par la nécessité de la pose d'un PBO différé.

Il convient d'encadrer le seuil moyen :

- D'une part pour assurer le modèle économique de la zone,
- D'autre part afin de ne pas troubler le discours commercial des opérateurs pour lesquels la non possibilité de mise en service « rapide » des prises pourrait poser problème.

3.6 Question n°6

3.6.1 Rappel de la question posée par la consultation

« Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau. »

3.6.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

Il convient, comme suggéré dans une réponse précédente, d'encadrer le délai de réalisation de l'extension de réseau, nécessaire au passage d'une prise d'un statut de « raccordable sur demande » à « raccordable ».

L'obligation de complétude impose actuellement un délai de réponse favorable à une demande de raccordement de 6 mois.

Nous imaginons deux cas de figure qui pourraient permettre d'encadrer le délai de réalisation des extensions de desserte :

- Soit d'accorder un délai complémentaire pour la réalisation de l'extension de desserte nécessaire à la pose d'un PBO. L'obligation de réponse favorable à une demande de raccordement serait alors la somme du délai maximal accordé pour l'extension du réseau de desserte et le délai accordé pour la réalisation du raccordement terminal

- Soit de définir la quote-part du délai réglementaire pour la réponse favorable à une demande de raccordement accordée pour la pose du PBO différé (et donc la quote-part laissée à la réalisation du raccordement terminal).

La première possibilité semble la plus recevable : elle permet de ne pas créer, pour le raccordement terminal, de distinction entre une prise « raccordable » et « raccordable sur demande ». Toutefois, les premiers retours d'expérience montrent que la réalisation d'un raccordement terminal demande, sauf exception, un délai largement inférieur à 6 mois. En effet, les indicateurs de qualité de l'accès aux services fixes du premier trimestre 2015 de l'Arcep montrent que cette prestation est réalisée, en fonction des opérateurs, dans un délai compris entre 10 et 30 jours pour 50% des opérations. Bien que ces délais concernent très probablement des raccordements collectifs et donc facilités, il conviendrait de s'assurer de la nécessité de conserver une telle durée afin d'aboutir à une durée total optimisée et acceptable pour une prise « raccordable sur demande ».

PACA THD et le SICTIAM suggèrent la mise en place par le régulateur d'un délai maximal spécifique à la réalisation des compléments de desserte en complément du délai actuellement accordé pour la réalisation du raccordement terminal, en optimisant ce dernier afin d'aboutir à un délai global ne décourageant pas la souscription des prises raccordables à la demande.

S'agissant du délai proposé par l'Arcep dans le cadre de la consultation, il nous semble que la définition d'un délai unique pour ces compléments de desserte doit prendre en compte tous les cas de figure. Par définition, il est prévisible que ces raccordements n'aient pas été construits initialement parce qu'ils nécessitaient la construction d'infrastructure (génie civil ou remplacement d'aériens) Un délai de 6 mois semble le minimum pour intégrer les délais administratifs d'étude avec les gestionnaires, de commande et de réalisation des travaux.

Néanmoins, le délai de réalisation du raccordement terminal doit intégrer plusieurs facteurs tels que :

- Délai de reprise des études en fonction de la nature des travaux à réaliser (GC, calcul de charge, FOA, ...)
- Délai de validation des concessionnaires (Orange, ErDF, ...)
- Délai de traitement administratif (DT, permission de voirie, ...)
- Délai de réalisation en fonction de la nature des travaux (GC à créer ou infrastructure existante) et du mètre linéaire à réaliser.

Le délai de 4 mois proposé par l'Arcep est techniquement acceptable, sous réserve d'une garantie du respect de traitement des autorisations et des visas. Une réflexion sur le mètre maximum à réaliser pour la mise en place du PBO peut être intéressante pour garantir au mieux ce délai.

3.7 Question n°7

3.7.1 Rappel de la question posée par la consultation

« Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité. »

3.7.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

Afin de limiter l'impact sur le plan d'affaire, une part du co-investissement pourrait effectivement raisonnablement être différée, comme cela est pratiqué dans l'offre de référence d'Orange.

3.8 Question n°8

3.8.1 Rappel de la question posée par la consultation

« Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals. »

3.8.2 Contribution de PACA-THD et du SICTIAM

A ce stade, il pourrait être envisagé l'organisation de réunions d'information en amont des déploiements afin de mesurer l'appétence des administrés pour le déploiement de la fibre optique.

Les solutions permettant « d'engager » l'administré sont limitées. Toutefois, la notion de prise isolée, dans le cas de l'approche retenue par PACA THD et le SICTIAM, peut concerner des regroupements de 5 prises : la manifestation d'intérêt sur la fibre pour plusieurs des logements concernés au sein d'un ilot devra justement être prise en considération lors des travaux initiaux afin de privilégier une intervention d'emblée plutôt que de programmer une ré-intervention à court terme sur la zone.